

## *La communication économique et financière*

de l'Association Éthique et Investissement



Quelle est la position du tout nouveau Président Emmanuel Macron sur nos sujets ?

Nous avons étudié le programme de campagne d'Emmanuel Macron car il sera un élément important pour notre réflexion éthique et nos interpellations dans les 5 ans à venir.

Ce programme témoigne d'un réel volontarisme sur les questions écologiques et climatiques pourtant assez peu évoquées pendant la campagne. Toutes deux sont considérées comme des sujets transversaux en matière sociale et économique, avec deux axes d'action :

-la mutation énergétique : réduction de la consommation d'énergies fossiles, notamment, par la fermeture des centrales à charbon, le doublement des capacités en énergies renouvelables et l'investissement dans la recherche et les projets innovants

-la lutte contre le réchauffement climatique et la pollution par le renforcement de la fiscalité écologique (augmentation de la taxe carbone, alourdissement de la fiscalité du diesel, réforme du marché européen du carbone), par un accompagnement financier des ménages (isolation de l'habitat, transports) ainsi que par le développement de l'économie circulaire.

Pour réaliser ces objectifs, un plan d'investissement public de 15 Mds d'€ est prévu pour propulser des projets innovants en vue de créer un effet de levier afin que l'investissement privé suive dans le même sens. Le programme d'Emmanuel Macron affirme clairement son ambition de réorienter l'investissement privé vers l'économie productive plutôt que vers la finance spéculative. Cela au moyen d'incitations fiscales telles que le prélèvement forfaitaire unique sur les revenus de l'épargne et la suppression de l'ISF au profit d'un impôt sur le seul patrimoine immobilier.

On peut se demander si cela sera suffisant et incitatif pour les investisseurs institutionnels. Sans doute faudrait-il intervenir aussi dans le rôle et les pouvoirs que se sont appropriés les institutions financières. On peut cependant se féliciter de la nomination de Nicolas Hulot, comme Ministre d'Etat et Ministre de la transition écologique et solidaire. Outre son indépendance politique, Nicolas Hulot s'est entouré, dans sa fondation (FNH pour la nature et l'homme), de nombreuses autorités scientifiques et deux personnalités religieuses bien connues (Gaël Giraud, s.j, chef économiste de l'AFD et membre du CERAS, et Cécile Renouard, religieuse de l'Assomption, philosophe et professeure, directrice du programme CODEV-entreprises et développement des pays émergents).

Quel modèle économique et social ?

Emmanuel Macron affirme la nécessité de faire évoluer nos modèles d'entreprise dans leurs structures économique et sociale afin de relever les défis environnementaux dans un contexte de la compétition mondialisée et sous la pression des intérêts des salariés et des attentes des autres parties prenantes. Si Emmanuel Macron affirme bien que l'entreprise est « une communauté de destins entre dirigeants, salariés, actionnaires, fournisseurs et clients », il demeure un certain flou et, partant, une inquiétude sur la méthodologie et les suites concrètes du renouvellement du dialogue social annoncé (négociation collective au niveau de l'entreprise et non plus de la branche, simplification des institutions représentatives du personnel, ...). Par ailleurs, le Président Macron prévoit diverses mesures pour développer les entreprises du secteur de l'économie sociale et solidaire en raison de leur potentiel d'innovation et de leur prise en charge de projets sociaux ou environnementaux d'intérêt général sur les territoires. Il prévoit à cet effet d'assouplir le cadre fiscal et réglementaire qui bride leur croissance et de leur permettre d'accéder à la commande publique. Parallèlement, il entend encourager la finance solidaire. Dans ce mouvement d'ouverture, il conviendra cependant de surveiller que les impacts sociaux et environnementaux sont bien préservés.

Notons qu'Emmanuel Macron se positionne pour plus de transparence et de pluralité dans la gouvernance des entreprises en renforçant, dans les conseils d'administration, la présence de représentants des salariés et des intérêts minoritaires de façon à faire reculer le poids des actionnaires. Enfin, Emmanuel Macron s'engage pour une intégration de la RSE (**R**esponsabilité **S**ociale/**S**ociétale des **E**ntreprises) dans toutes les activités de l'entreprise. On retiendra son affirmation selon laquelle les entreprises doivent « créer la richesse qui peut ensuite être redistribuée et financer les besoins de la collectivité ».

L'engagement européen d'Emmanuel Macron consiste à réaffirmer la souveraineté et la puissance économique de l'UE notamment en luttant contre la concurrence déloyale des pays émergents et en renforçant la position de l'UE dans les accords internationaux avec nos partenaires non-européens qui devront comporter des clauses fiscales, environnementales et sociales contraignantes. Sur le plan international, Emmanuel Macron promet d'être actif sur les sujets écologiques (engagement de faire respecter l'accord de Paris, d'organiser une conférence internationale sur la biodiversité). Le programme ne comporte pas particulièrement de projets sur le développement et la solidarité internationale qui seraient propices à la lutte contre les mouvements terroristes et les trafics internationaux illégaux nés de la pauvreté et des inégalités croissantes.

D'un point de vue théorique, sur le plan écologique, il semble qu'un certain nombre de nos préoccupations soient prises en compte. Par rapport aux critères ESG (**E**nvironnement, **S**ocial, **G**ouvernance), les sujets environnementaux et les questions de gouvernance des entreprises sont bien présents et intégrés à une stratégie générale. Reste à surveiller quelles en seront les traductions concrètes dans l'activité des entreprises, confrontées aux réalités de terrain et à la concurrence internationale. La politique européenne souhaitée par Emmanuel Macron pour préserver les légitimes intérêts européens contre les dérives de la mondialisation sera lourde à mettre en place et promise à des résultats aléatoires faces aux grandes puissances économiques émergentes. L'un des enjeux majeur du quinquennat est le volet social de l'approche ESG : le Président parviendra-t-il à remettre en selle les victimes du chômage et de la précarité économique et sociale, tentées par des solutions nationalistes populistes ?

**Il nous appartiendra de suivre l'avancement des différents chantiers de ce nouveau mandat sous l'angle de leurs implications sociales, sociétales et environnementales au regard de la charte d'E&I.**

## LE SECTEUR : Distribution spécialisée

---

Ce secteur regroupe des entreprises de distribution très diverses : textile, papeterie, pharmacie, bricolage, jardinage, .... Elles sont peu intégrées et sous-traitent donc souvent leur production. Très exposées aux attentes des consommateurs, ces entreprises gèrent des gammes importantes soumises à une rotation rapide. La chaîne d'approvisionnement est particulièrement stratégique et les oblige à établir des relations durables avec les fournisseurs. Des risques importants existent dans cette chaîne d'approvisionnement, concernant les conditions de travail des employés ainsi que la sécurité des produits. Il y a en revanche des opportunités avec l'éco-conception, ainsi que la collecte et le recyclage en fin de vie. Enfin, une prise de conscience a eu lieu suite au drame du Rana Plaza. L'OCDE a publié, en février 2017, un guide de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables et, en mars 2017 a été publiée la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre.

Nous avons étudié les entreprises suivantes : Adidas, Inditex , Next , Hennes & Mauritz , Hugo Boss , Amer Sport , Moncler , Société Bic , Kingfisher , Husqvarna , Rexel , Osram Licht , Galenica , Marks & Spencer et Steinhoff .

Comment ces entreprises répondent-elles aux objectifs de la charte d'Éthique et Investissement ?

Les notes globales Vigeo, concernant les six critères d'analyse, sont assez faibles. Seules quatre entreprises sur les quinze ont une note supérieure ou égale à la moyenne générale de 50. Il s'agit d' Adidas, Bic, Kingfisher et Rexel.

Pour les Ressources humaines trois entreprises sont notées correctement, Adidas, Bic et Rexel tandis que les autres sont mauvaises voire très mauvaises.

Pour l'environnement les résultats sont meilleurs : six entreprises sont bien notées, dont Kingfisher très bien, mais Steinhoff a une note très basse.

Le comportement sur les marchés est moyen, à l'exception d'Adidas, Bic, Kingfisher et Inditex qui sont bien notées.

La gouvernance est généralement bonne avec sept entreprises supérieures à la moyenne dont Kingfisher et Rexel très bien notées.

L'engagement local est le point le plus faible du secteur avec seulement deux entreprises supérieure ou égale à 50 : Rexel et Bic. Quatre ont des notes très mauvaises : Osram Licht ,Amer Sport, Husqvarna et Galenica. En revanche, le Respect des droits de l'homme est généralement bon avec sept entreprises supérieures à la moyenne de 50, dont Adidas très supérieure. Seules deux entreprises, Moncler et Galenica, sont mauvaises.

Les controverses sont assez nombreuses. Elles portent essentiellement sur les conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement, mais aussi sur l'éthique des affaires. Ainsi Inditex est accusé d'évasion fiscale par les eurodéputés verts en décembre 2016. En juillet 2016, Inditex et Next sont accusées de collaborer avec un sous-traitant turc faisant travailler des enfants syriens. H&M a aussi fait l'objet de plusieurs controverses sur les conditions de travail en Chine, au Bangladesh ou au Cambodge, mais a pris rapidement les mesures correctives. L'initiative lancée dans ce domaine, appelée ETI (Ethical Trading Initiative), à laquelle appartiennent Next, Inditex , Marks & Spencer et H &M, semblent favoriser la prise de conscience et porter des fruits.

Adidas	Conserver	Bic	Conserver
Inditex	Exclusion	Kingfisher	Conserver
Next	Ne pas intégrer	Husqvarna	Ne pas intégrer
Hennes & Mauritz	Conserver	Rexel	Conserver
Hugo Boss	Intégrer	Osram	Intégrer
Amer Sport	Ne pas intégrer	Galenica	Ne pas intégrer
Moncler	Ne pas intégrer	Marks & Spencer	Conserver

**Vos réactions et vos questions** par mail à : [agathe.david@ethinvest.asso.fr](mailto:agathe.david@ethinvest.asso.fr)